



**Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Lyon**  
**22 avenue LECLERC –69007 LYON**  
**Division Investissement**

**POLE MAITRISE D'ŒUVRE DE MONTAUBAN**  
13 avenue du 11<sup>°</sup>RI, BP 757  
82013 MONTAUBAN Cedex

#### **OBJET DU MARCHE**

**Extension de la capacité du chenil**

#### **LIEU DES TRAVAUX**

**SAINT-LAURENT-DE-LA-SALANQUE (66) – CPIS**

#### **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)**

**DISPOSITIONS GENERALES COMMUNES**

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>Environnement général du chantier</b>	<b>4</b>
<b>A.</b>	<b>Définition de l'opération</b>	<b>4</b>
a)	Objet de l'opération	4
b)	Caractéristiques du site	4
c)	Situation	4
<b>B.</b>	<b>Présentation du marché</b>	<b>4</b>
a)	Tranches et phases d'exécution des travaux	4
b)	Obligation de l'entrepreneur	4
c)	Allotissement	5
d)	Définition sommaire des travaux	5
e)	Délais d'exécutions	5
<b>C.</b>	<b>Identification des intervenants</b>	<b>6</b>
a)	Maître d'ouvrage	6
b)	Maître d'œuvre / Concepteur	6
c)	Bureau d'études	6
d)	Bureau de contrôle	6
e)	Coordonnateur SPS	7
f)	AMO CYBERSECURITÉ	7
<b>D.</b>	<b>Documents graphiques joints au dossier de consultation</b>	<b>7</b>
a)	Documents graphiques :	7
b)	Autres documents joints au dossier de consultation	7
<b>E.</b>	<b>Accès du terrain, voie d'accès au terrain, aire de chantier, voie publique</b>	<b>8</b>
<b>F.</b>	<b>Connaissance des lieux</b>	<b>8</b>
<b>G.</b>	<b>Contenu du prix du marché</b>	<b>8</b>
a)	Prix global et forfaitaire	8
b)	Prestations implicites	8
<b>2</b>	<b>Pièce à fournir par le titulaire du marché</b>	<b>9</b>
<b>A.</b>	<b>Pendant la période de préparation</b>	<b>9</b>
<b>B.</b>	<b>Avant exécution des travaux :</b>	<b>9</b>
a)	Notes de calculs	9
b)	Plans de récolement	9
c)	Documents d'acceptation de Fournitures (DAF)	10
<b>C.</b>	<b>En cours d'exécution</b>	<b>10</b>
<b>D.</b>	<b>Après achèvement des travaux : DOE</b>	<b>10</b>
a)	Contenu	10
b)	Format	10
c)	Date de fourniture	11
d)	Dossier de maintenance de l'Ouvrage (DMO)	11
<b>3</b>	<b>Spécification générales des travaux</b>	<b>11</b>
<b>A.</b>	<b>Démarches et autorisations administratives</b>	<b>11</b>
<b>B.</b>	<b>Travaux spéciaux</b>	<b>11</b>
<b>C.</b>	<b>Échantillons</b>	<b>12</b>
<b>D.</b>	<b>Courettes témoins</b>	<b>12</b>

<b>E.</b>	<b>Règles d'exécution générales</b>	<b>12</b>
<b>F.</b>	<b>Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux</b>	<b>12</b>
<b>G.</b>	<b>Percements, rebouchages, scellements, raccords, etc.</b>	<b>12</b>
<b>H.</b>	<b>Protection des ouvrages</b>	<b>13</b>
<b>I.</b>	<b>Réception des supports</b>	<b>13</b>
<b>J.</b>	<b>Nettoyage de chantier</b>	<b>13</b>
<b>K.</b>	<b>Remise en état des lieux</b>	<b>13</b>
<b>L.</b>	<b>Mise en œuvre de sources de chaleur</b>	<b>13</b>
<b>M.</b>	<b>Planning d'exécution des travaux</b>	<b>13</b>
<b>N.</b>	<b>Horaires de chantier et conditions d'accès</b>	<b>14</b>
a)	Horaires de chantier	14
b)	Conditions d'accès	14
<b>O.</b>	<b>Trait de niveau</b>	<b>14</b>
<b>P.</b>	<b>Essais et contrôles</b>	<b>14</b>
<b>Q.</b>	<b>Gestion des déchets de chantier</b>	<b>14</b>
<b>4</b>	<b>Synthese</b>	<b>15</b>
<b>5</b>	<b>installation de chantier</b>	<b>15</b>
<b>A.</b>	<b>Clôture de chantier (zone vie + zone chantier)</b>	<b>15</b>
<b>B.</b>	<b>Panneau de chantier</b>	<b>16</b>
<b>C.</b>	<b>Signalisation de chantier</b>	<b>16</b>
<b>D.</b>	<b>Bungalows</b>	<b>16</b>
a)	Bungalows de chantier	16
b)	Bungalows maitre-chien	17
c)	Installation au profit du maître d'œuvre	17
<b>E.</b>	<b>Alimentation du chantier eau et électricité</b>	<b>17</b>
<b>F.</b>	<b>Eclairage du chantier</b>	<b>18</b>
<b>G.</b>	<b>Chauffage</b>	<b>18</b>
<b>6</b>	<b>réglementation générale applicable</b>	<b>18</b>
<b>A.</b>	<b>Rappel de la réglementation</b>	<b>18</b>
a)	Réglementation générale	18
b)	Exigences fondamentales	19
<b>B.</b>	<b>Prescriptions concernant les produits et matériaux (Rappels)</b>	<b>19</b>
a)	Règlement européen Produits de construction - Marquage CE	19
b)	Produits et procédés innovants	20
<b>C.</b>	<b>Prescriptions concernant la mise en œuvre</b>	<b>21</b>
<b>D.</b>	<b>Réglementation concernant la sécurité et la santé des ouvriers</b>	<b>21</b>

## **1 ENVIRONNEMENT GENERAL DU CHANTIER**

### **A. Définition de l'opération**

#### **a) Objet de l'opération**

L'objet de l'opération consiste à l'extension d'un chenil existant au profit du Centre Parachutiste d'Instruction Spécialisée (CPIS). Cette extension comprenant de la rénovation et des constructions neuves sera située à Saint Laurent de la Salanque dans les Pyrénées orientales (66).

#### **b) Caractéristiques du site**

Le terrain se trouve à proximité de l'étang de Salses sur une zone inondable. De plus ce dernier se trouve au sein de zone ZNIEFF et ZICO et formant un enfoncement au sein d'une zone Natura 2000 sans l'être toutefois.

Le chantier sera clos mais non indépendant avec des activités pouvant se dérouler à proximité.

L'ensemble des réseaux existants sont facilement accessible est circule en caniveau technique.

Le site contient des espèces (faunes et flores) à éviter. Elles sont repérées dans les documents annexes.

Les emprises de toutes les aménagements spécifiés sur les plans seront augmentés de 1.5 m maximum comptées en foisonnement de travaux.

Les zones de manœuvre et stockage seront créées obligatoirement au Sud-Ouest des futures constructions sur l'aire remaniée.

Le chantier sera clos et non indépendant au sein du zone militaire sécurisé.

#### **c) Situation**

Données du site :

- Zone D pour la neige et zone 3 pour le vent,
- Altitude : 4 m,
- Densité départementale de foudrolement  $N_g > 2,5$ ,
- Température extérieure conventionnelle de base pour la zone climatique hiver H3 est de  $-4^{\circ}\text{C}$ ,
- Zone 3 de sismicité modérée et bâtiment de catégorie II
- Catégorie de terrain (rugosité) : 0,
- Zone inondable : Sol fini devant être à plus de 0,7m du terrain naturel

### **B. Présentation du marché**

#### **a) Tranches et phases d'exécution des travaux**

Le présent marché se décomposera en 2 phases.

Une première phase de relocalisation des personnels présent sur site comprenant :

- Les travaux de la zone de détente,
- Les travaux de la zone d'isolement,
- La fourniture des barnum et bungalows provisoire pour les maitres-chiens.

Puis une seconde phase travaux comprenant le reste des travaux.

Le présent marché ne comporte pas de tranches.

#### **b) Obligation de l'entrepreneur**

Pour l'établissement de son offre, l'entrepreneur certifie avoir pris connaissance de l'ensemble des travaux qui seront réalisés, il se sera rendu sur place (attestation de visite fournie par le maitre d'œuvre) et aura parfaitement reconnu le site de l'exécution de ses prestations.

Il tiendra compte des prescriptions et contraintes liées aux prestataires présents sur le chantier et se conformera aux exigences du coordonnateur de sécurité.

Dans la période d'étude de son offre, il devra signaler par écrit toute omission, tout manque de concordance ou toutes autres erreurs qui auraient pu se glisser dans l'établissement des documents de consultation, faute de quoi il est réputé accepter les clauses du dossier et s'être engagé à fournir toutes les prestations de sa spécialité, nécessaire au parfait achèvement de l'ouvrage.

Par le fait de soumissionner, l'entreprise contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession, nécessaires pour le parfait achèvement de la construction projetée conformément aux règles de l'art et aux normes en vigueur, quand bien même il ne serait pas fait mention explicitement de certains d'entre eux aux CCTP.

Dans le cas où les stipulations du CCTP ne correspondraient pas à celles des plans, notamment en ce qui concerne les dimensions, l'entrepreneur se devra d'envisager la solution la plus onéreuse, dans l'élaboration de ses prix.

De ce fait, il ne pourra réclamer aucun supplément en s'appuyant sur le fait que la désignation mentionnée sur le plan d'une part, et sur le CCTP d'autre part, pourrait présenter d'inexact, d'incomplet ou de contradictoire renseignement.

Son offre a été établie en incluant toutes les incidences financières découlant des dernières réglementations concernant l'hygiène de la sécurité sur son chantier.

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur est tenu de prendre contact avec toutes les administrations et les concessionnaires en vue d'obtenir les autorisations nécessaires au chantier.

L'entrepreneur aura, préalablement son offre, pris connaissance des prescriptions habituelles concernant la provenance, le stockage et la mise en œuvre des matériaux nécessaires à l'exécution de son lot.

### c) Allotissement

Le présent marché est un marché en 3 lots.

Séparé de la façon suivante :

N°1	Gros œuvre – VRD - Finition
1	Terrassement et espace vert
2	Voiries et réseaux divers
3	Démolition
4	Gros-œuvre
5	Isolation
6	Charpente
7	Etanchéité
8	Revêtements de sol et muraux
9	Plâtrerie – Plafonds suspendus
10	Peinture
N°2	Serrurerie - Couverture
1	Structure métallique
2	Bardage
3	Couverture
4	Courettes
5	Menuiseries aluminium
6	Menuiseries intérieures
N°3	Technique
1	C.V.C - Plomberie
2	Electricité CFO - CFA

### d) Définition sommaire des travaux

Les travaux à réaliser au titre du projet comprennent :

- La rénovation d'un bâtiment existant
- La construction d'une extension dudit bâtiment
- La création d'une plateforme surélevée avec pose de courettes préfabriqués
- La construction d'un hangar métallique
- La pose de clôtures
- La création et rénovation d'un système d'assainissement
- La rénovation de clôtures

### e) Délais d'exécutions

Le délai prévisionnel global d'exécution des prestations est défini comme suit :

- Période de préparation de chantier : **2 mois**.
- Durée globale des travaux : **8 mois**.
- Date prévisionnelle de début de travaux : **avril 2025**.

Avec un phasage pendant la phase travaux de 1 mois + 7 mois.

## **C. Identification des intervenants**

### **a) Maître d'ouvrage**

#### **SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE**

Etablissement du Soutien d'Infrastructure de la Défense de Lyon (ESID)

Adresse postale : 22 avenue Leclerc – BP 97423 - 69347 LYON CEDEX 07

### **b) Maître d'œuvre / Concepteur**

#### **Pôle de Maitrise d'œuvre de Montauban**

13 avenue du 11ème RI

BP 757

82000 Montauban

### **c) Bureau d'études**

#### ➤ BE Structures

#### **STRUKTURA**

Bureau d'étude structures béton armé, bois et métalliques

35 rue du Mondony

31 240 l'Union

[struktura.be@gmail.com](mailto:struktura.be@gmail.com)

Tél : 07.66.21.17.12

#### ➤ BE Géotechnique

#### **Ginger**

Agence de Perpignan

3, impasse Paul Séjourné

ZAC Naturopole

66350 Toulouges

[www.ginger-cebtp.com](http://www.ginger-cebtp.com)

#### ➤ BE Thermique

#### **FGI**

13 rue Lakanal

47300 Villeneuve du lot

[florent.ghilardi@gmail.com](mailto:florent.ghilardi@gmail.com)

Tél : 06-72-16-19-91

#### ➤ BE assainissement

#### **Horizon ingénierie**

3 rue du Vallon

66180 Villeneuve de la Raho

[y.geslot@horizoningenierie.fr](mailto:y.geslot@horizoningenierie.fr)

Tél : 06 74 57 10 27

### **d) Bureau de contrôle**

#### **SOCOTEC**

Agence Construction Perpignan

140 rue James Watt Zone Tecnosud

66100 PERPIGNAN

**e) Coordonnateur SPS**

**ALPES CONTRÔLES**

Agence de Nîmes  
Immeuble Ellipsis  
125 rue de l'Hostellerie  
30900 NIMES  
Tél 04 66 38 95 60  
[nimes@alpes-contrôles.fr](mailto:nimes@alpes-contrôles.fr)

**f) AMO CYBERSECURITÉ**

**EIRL Be Consulting**

3 Allée de la Garenne Daulet  
33610 CANEJAN  
Tél: 06.52.14.60.51

**D. Documents graphiques joints au dossier de consultation**

**a) Documents graphiques :**

Act : Etat Actuel Plb : Plomberie Chf : Chauffage Elec : Electricité Fut : Etat Futur GO : Gros œuvre  
Me : Menuiseries Ven : Ventilation

N°	INTITULE	ECHELLE	FORMAT
1	Plan de situation		A3
2	Plan d'ensemble Act	1 – 5000	A3
3	Plan de masse Act	1 – 250	A0
4	Plan de coupe et façade 030 Act	1 – 50	A3
5	Plan de masse 030 et 035 Fut	1 – 250	A3
6	Plan RdC 030 Fut GO – Me	1 – 50	A0
7	Plan RdC 030 Fut Elec	1 – 50	A0
8	Plan RdC 030 Fut Plb Chf Ven	1 – 50	A0
9	Plan VS 030 et 035 Fut	1 – 50	A0
10	Coupe 030 Fut	1 – 50	A0
11	Façade 030 Fut	1 – 50	A0
12	Plan coupe façade 035 Fut GO Me	1 – 50	A1
13	Plan coupe façade 035 Fut Elec Plb Chf	1 – 50	A1
14	Plan de masse 036 Fut	1 -250	A3
15	Plan de masse 037 Fut	1 – 250	A3
16	Carnet de détails	-	-

**b) Autres documents joints au dossier de consultation**

Le Moe fourni en annexe au présent CCTP les rapports des études préalables suivantes :

- Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT),
- Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS),
- Rapport d'étude structure,
- Rapport de mission d'étude géotechnique G2 PRO,
- Spécifications techniques de besoin SIC (STB).
- Rapport environnementale.

Il est fourni également en Annexe :

- La charte graphique et le cahier des normes graphiques à respecter pour l'établissement des plans de DOE.

- Le modèle de panneau de chantier.
- Le calendrier prévisionnel.

## **E. Accès du terrain, voie d'accès au terrain, aire de chantier, voie publique**

La voie d'accès au terrain et l'aire de chantier se feront par l'entrée principale et l'unique voie d'accès existante. Elle sera entretenues et nettoyées pendant toute la durée du chantier.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Les entreprises devront se rendre obligatoirement sur le site pour apprécier pleinement les possibilités et les conditions d'approvisionnement de leur chantier comprenant :

- Les accès,
- Le stationnement,
- Les aires de déchargement et de stockage,
- L'amenée du matériel et des matériaux à pied d'œuvre,
- Le nettoyage et le repliement des installations de chantier.

## **F. Connaissance des lieux**

Par le fait d'avoir remis son offre, l'entrepreneur est réputé :

- S'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Il ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

## **G. Contenu du prix du marché**

### **a) Prix global et forfaitaire**

Les différentes sections sont des sections de fourniture et de pose à prix global et forfaitaire.

Les prix forfaitaires devront comprendre toutes les fournitures, façons et accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages en conformité avec :

- Les règles de l'art
- Les normes et règlements en vigueur
- Le dossier de consultation, même si certaines de ces fournitures ou façons n'étaient pas expressément mentionnées dans les documents relatifs à ces ouvrages.

L'entrepreneur ne pourra modifier ultérieurement ses prix forfaitaires en invoquant une définition insuffisante des travaux qu'il est présumé connaître parfaitement au moment de l'établissement de son offre de prix.

### **b) Prestations implicites**

Les prestations comprendront implicitement :

- L'amenée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations de chantier, des clôtures de limites « environnementales » et accès provisoires, des aires de manœuvre ;
- Les travaux de terrassement ;
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- La fixation par tous moyens de ses ouvrages ;
- L'enlèvement de tous les gravois de ses travaux ;
- La protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- L'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à la charge de l'entrepreneur selon CCAP ;

- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remise au maître d'ouvrage à la réception des travaux ;
- La mise à jour des plans « architecte » suite des modifications en phase de préparation et d'exécution sont à la charge du lot n°1 ;
- Tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux ;
- Les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- Le ramassage et la sortie des déchets et des emballages ;
- Le tri sélectif des emballages et des déchets et l'enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en vigueur y compris l'utilisation de TRACK DECHETS pour l'amiante.
- La remise au maître d'ouvrage lors de la réception de :
  - o la ou les notices de fonctionnement ;
  - o la ou les notices d'entretien .

## **2 PIÈCE À FOURNIR PAR LE TITULAIRE DU MARCHÉ**

### **A. Pendant la période de préparation**

Le titulaire de chaque lot fournira :

- PPSPS de chaque entreprise, sous-traitant compris.
- Attestations et contrats d'assurances,
- Plan d'installation de chantier,
- Déclaration d'ouverture de chantier,
- Programme d'exécution des travaux,
- Organigramme de l'entreprise (nom, adresse, nom du responsable BET, nom du responsable chantier, téléphone, email).
- Fiches de renseignement (en annexe) remplies avec document d'identité à jour

### **B. Avant exécution des travaux :**

De façon générale, tous documents demandés par le maître d'œuvre (pour visa), nécessaires à l'autorisation de poursuivre les travaux.

- Notes de calculs,
- Plans d'exécution,
- Planning prévisionnel d'exécution,
- Avis technique des procédés utilisés,
- Demande d'acceptation de fournitures.

#### **a) Notes de calculs**

Les notes de calcul présentées au maître d'œuvre seront conformes aux prescriptions des DTU et devront présenter toutes les informations nécessaires à leur bonne compréhension : hypothèses, méthodes de calcul et coefficients de sécurité retenus, règlements appliqués. Si les calculs ont été réalisés à l'aide d'un logiciel, ils pourront être présentés en sortie machine avec une fiche explicative indiquant le type de logiciel utilisé et les renseignements indiqués ci-dessus.

Chaque titulaire est responsable du calcul de ses ouvrages.

#### **b) Plans de récolement**

Chaque entreprise doit faire réaliser par son bureau d'études ou par un bureau d'études agréé tous les plans et études d'exécution nécessaires à la réalisation des travaux.

L'ensemble des documents d'exécution, plans, notes de calcul, plans chantier, etc... sont à la charge des entreprises, ils seront remis au visa de la maîtrise d'œuvre pendant la période de préparation du chantier, avant début de travaux.

L'ensemble des documents nécessaires à l'exécution des travaux (Plans d'exécution, plans de chantier, notes de calcul, schémas de fonctionnement, procès-verbaux d'essais, etc...) seront remis par les entreprises, au minimum **21 jours ouvrables** avant exécution des travaux.

### **c) Documents d'acceptation de Fournitures (DAF)**

A la demande du maître d'œuvre, les entrepreneurs fourniront les notices techniques et caractéristiques des produits à mettre en place (conformes au tableau des marques remis à l'appel d'offre) au **minimum 21 jours ouvrables** avant la mise en place.

Ces documents constitueront les DAF (modèle de page de garde remis par le Moe) et seront soumis à l'acceptation du maître d'œuvre.

### **C. En cours d'exécution**

Fourniture de clichés photographiques couleur sur clé USB (50 clichés par mois au minimum).

### **D. Après achèvement des travaux : DOE**

Le titulaire devra la réalisation et la transmission au maître d'œuvre, du DOE relatif à la conception, la construction et l'entretien. Ce dossier reprendra l'ensemble des bâtiments.

#### **a) Contenu**

Il devra comprendre, à minima :

- Les relevés (plans de recollement mis à jour) tels que définis ci-dessous,
  - o Réseaux :
    - La position des tranchées, canalisations et des organes annexes est repérée en plan et en profil avant le remblai de la tranchée,
    - Les obstacles et ouvrages rencontrés sont également repérés,
    - Les longueurs sont mesurées suivant l'axe de la conduite au moyen d'un décamètre métallique,
    - Les repères sont choisis invariables dans le temps. Il y a donc lieu d'éviter l'utilisation comme repères : des arbres, des axes de routes, des bordures de trottoirs, des poteaux électriques et téléphoniques, etc. Lorsqu'il n'y a pas de repères invariables dans le temps, il est nécessaire de poser des bornes à la charge de la présente section technique.
  - o Bâtiment : plans et coupes des bâtiments.
- La définition des matériaux et matériels employés (DAF),
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages,
- Le résultat des calculs de conception.
- La liste des prescriptions des contrats de maintenances des éléments d'équipement mis en oeuvre.
- Le tableau de suivi des garanties = liste des produits sous garantie avec pour chacun les conditions de garantie
- Un document photographique avec 12 photos par mois d'avancement.

#### **b) Format**

Le DOE sera fourni en 3 exemplaires, 1 dossier papier et 2 sur supports informatique.

#### Version informatique :

Tous les documents graphiques seront établis et fournis soit au format .DGN (version V8i SELECT séries 4 (version 08.11.09.833) ou inférieure), soit au format .DWG (version 2010 ou inférieure).

Les plans de récolement respecteront la charte graphique et le cahier des normes graphiques jointes en Annexe au présent DCE.

#### Version papier :

La reproduction "papier " et les feuilles de dessin "en DAO " devront être sous la forme normalisée, allant du format A4 (21 x 29,7 cm) au format A0 (84,1 x 118,8 cm) maximum.

#### Caractéristiques générales

L'échelle de précision des relevés sera 1/500

#### Unités de travail

- Unité principale : Mètre
- Unité secondaire : mm

#### Fichiers

La norme SID impose que chaque fichier soit consacré à un seul plan. On entend ici par plan une représentation graphique en deux dimensions d'une coupe horizontale et d'une seule composante bien définie du domaine.

## Identification de fichiers en DAO

N\_ - n\_ACT (-n désigne le énième sous-sol)  
N\_oo\_ACT (désigne le rez-de-chaussée)  
N\_nn\_ACT (désigne le énième niveau)

### **c) Date de fourniture**

Le titulaire de chaque section technique devra la fourniture :

- Au plus tard lorsqu'il demande la réception : les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur ;
- Dans les deux mois suivant la réception : les plans et autres documents conformes à l'exécution.

### **d) Dossier de maintenance de l'Ouvrage (DMO)**

Le DMO doit être présenté de la façon suivante.

#### **i. Maintenance périodique**

Liste des exigences de maintenance périodique présenté sous forme de tableau (exemple ci-dessous)

Installation : Equipement :		Durée de la maint.	Périodicité							Observations
Désignation	Numéro et titre du mode opératoire		J	H	M	T	S	A	X	

*J : journalière, H : hebdomadaire, M : mensuel, T : trimestriel, S : semestriel, A : annuel, X : valeur à définir en observation*

#### **ii. Liste des pannes**

Une liste complète des pannes et modes de fonctionnement anormaux pouvant intervenir pour chacun d'entre eux avec une observation permettant de diagnostiquer le type de dysfonctionnement (alarme, arrêt, surchauffe, etc.), ainsi que la conduite à tenir pour la remise en fonctionnement normal précisant les conséquences liées à la panne (pour l'installation elle-même, et pour la fonction qu'elle exerce), et l'urgence de l'intervention en regard de ces conséquences.

Elle sera présentée sous forme de tableau (visuel à présenter au maître d'œuvre)

Chaque mode opératoire comportera en particulier :

- Titre et numéro d'identification.
- Références précises aux documents généraux fournis précédemment : plans, notices techniques, etc.
- Description détaillée avec association texte-illustrations aussi étroite que possible (insister sur les précautions à prendre afin d'effectuer en toute sécurité l'intervention).
- Nombre et qualifications des opérateurs.
- Enumération des outillages nécessaires.
- Données numériques éventuellement nécessaires à l'exécution de réglages mécaniques ou électriques : tolérances, jeux, couples de serrage, côtes à respecter, etc.
- Liste des matières consommables et des pièces de rechange (référence et page DCO/2) .
- Liste des contrôles et essais à effectuer : succession des opérations, dispositions à prendre si les performances exigées ne sont pas atteintes.

## **3 SPECIFICATION GENERALES DES TRAVAUX**

### **A. Démarches et autorisations administratives**

Les entrepreneurs auront à leurs charges la demande de toutes les autorisations de voirie auprès de la commune et des déclarations d'intention de commencement des travaux auprès des concessionnaires de réseaux.

### **B. Travaux spéciaux**

Dans tous les cas où il est prévu dans le marché certains travaux spéciaux pour lesquels l'entrepreneur titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle, le maître d'œuvre sera en droit d'exiger que les travaux concernés soient

sous-traités à un entrepreneur spécialiste qualifié.

Le choix du sous-traitant sera alors à soumettre au maître d'ouvrage pour accord.

### **C. Échantillons**

Les entrepreneurs sont tenus de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'œuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par la signature du maître d'œuvre.

### **D. Courettes témoins**

Chaque lot doit l'installation de l'ensemble des éléments présent au sein des courettes témoin (une courette sanitaire témoin et une courette avec box témoin). Ces courettes doivent être fini dans leur ensemble y compris éléments de finition dans un délai permettant toutes modifications nécessaire.

Comprenant éléments techniques dans leurs ensembles (éclairage, brumisateur, coup de poing d'urgence) y compris le cheminement des gaines et câbles ; ensemble du mobilier et élément de verrouillage.

Aucuns éléments s'aillant ne doivent être présent sur la structure des courettes, il est entendu par éléments saillants tous matériaux et parties de matériaux sortant de la planéité de chaque surface.

Les tolérances de défauts seront nulles ou défini lors de la réception de la courettes témoin.

Ces courettes témoins marques un point d'arrêt avec contrôle du MOE et de la maîtrise d'ouvrage. Ce contrôle doit être réalisable à compter de 4mois avant la date de fin des travaux au plus tard. Aucun élément composant ces témoins ne sera validé par le MOE avant validation des témoins, se reporté au paragraphe « §3.3 échantillons » en cas de commande des produits.

### **E. Règles d'exécution générales**

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage. À ce sujet, il est formellement précisé à l'entreprise qu'il lui sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tout point aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

### **F. Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux**

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un Avis Technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

Tout matériaux mis en œuvre devant répondre à des exigences particulières donnera lieu à la fourniture d'une documentation technique mettant en évidence sa conformité à ces exigences (PV d'essais, classement au feu, classement UPEC, etc.).

La documentation pour les courants faibles sera remise conformément aux spécifications du lot concerné.

### **G. Percements, rebouchages, scellements, raccords, etc.**

Les titulaires des sections techniques gros œuvre et voiries et réseaux divers devront toutes les réservations nécessaires dans les murs, les planchers et la voirie, ou incorporations de toutes dimensions, demandés par les autres sections dans

les délais fixés au planning d'exécution, et selon les plans de détails fournis par ces derniers ainsi que le scellement d'ouvrages et pièces fournies par les autres sections.

Les rebouchages sont à la charge de chaque section traversante.

## **H. Protection des ouvrages**

Dans le cas de travaux de revêtements de sol, l'entrepreneur devra assurer la protection de ses revêtements de sol jusqu'à la réception.

Pour les sols en carrelage, marbre, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place de sciure de bois, ou par tout autre moyen efficace.

En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints.

Pour les sols en plastique, parquets, etc., la mise en place de papier fort pourra convenir.

Les mêmes spécifications concerneront les marches d'escaliers où plus particulièrement le nez de marche devra être protégé.

Dans le cas de travaux de plomberie-sanitaires, l'entrepreneur devra protéger les appareils sanitaires, notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

Dans le cas de travaux de menuiserie en bois, toutes les arêtes des ouvrages qui, du fait de leur position, risquent d'être épaupérées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

Dans le cas de travaux de menuiserie en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, les ouvrages devront obligatoirement être protégés par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par l'entrepreneur.

## **I. Réception des supports**

Le fait de commencer les travaux, suppose que le titulaire accepte les lieux et les supports tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler.

S'il avait des réserves à formuler, il demande l'inscription sur les comptes rendus de chantier du maître d'œuvre, avant tout commencement d'exécution de sa part afin de faire procéder aux reprises nécessaires. Dans le cas contraire, sa réclamation serait jugée irrecevable et les travaux de remise en état des supports seraient à sa charge.

## **J. Nettoyage de chantier**

L'entrepreneur devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Il aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage. Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façade, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et l'entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Le lot n°1 a à sa charge le nettoyage de fin de chantier.

## **K. Remise en état des lieux**

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres, devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître d'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

## **L. Mise en œuvre de sources de chaleur**

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile (chalumeau, lampe à souder, disqueuse, etc.) devra être précédée de la remise au maître d'œuvre d'un permis feu indiquant :

- La nature, le lieu, la date de la durée du travail effectuer,
- Les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie,
- Les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier concerné.

## **M. Planning d'exécution des travaux**

Le planning prévisionnel d'exécution des travaux est joint au DCE, ce dernier sera précisé pendant la période de préparation.

## **N. Horaires de chantier et conditions d'accès**

### **a) Horaires de chantier**

Les travaux auront lieu du lundi au vendredi de 7H30 à 18h00.

### **b) Conditions d'accès**

Au titre du marché, chaque entrepreneur doit la fourniture des documents suivants :

- Fiches de renseignements remplies N1 et N2
- Papiers d'identités de son personnel et autres pièces jointes
- Cartes grises et assurances de ses véhicules.

Tous personnels travaillant sur l'opération sera soumis à un contrôle d'identité via des fiches de renseignements correspondant au formulaire de criblage du CPIS afin d'élaborer les autorisations sur site.

Les fiches de renseignement seront fournies lors des 14 premiers jours de la phase de préparation.

Dans la mesure où les titulaires du marché ne respecte pas cette condition des pénalités pourront leurs être attribués à une hauteur de 50€ par jour de retards, de plus tout retard de chantier pouvant être lié à un défaut de fourniture de ces documents sera imputé aux titulaires.

**Attention les délais de réponses sont d'environ de 1 mois.**

Les intervenants ponctuels tels que coursiers, chauffeurs de camions, livreurs...etc, rattachés aux entreprises seront accueillis à l'entrée du site et accompagnés par le personnel autorisé.

## **O. Trait de niveau**

Le trait de niveau sera tracé et entretenu par le titulaire du lot gros œuvre. Il sera tracé autant de fois qu'il sera nécessaire jusqu'à la fin du chantier, sans que l'entrepreneur puisse prétendre à une indemnité.

En outre, l'entrepreneur sera tenu de matérialiser de façon définitive, des points de niveau répartis sur l'ensemble du chantier (bornes ou repères sur bâtiments).

## **P. Essais et contrôles**

Les conditions dans lesquelles sont réalisés les essais de contrôle et les épreuves sont définies au C.C.A.P. et aux articles 24 et 38 du C.C.A.G.

## **Q. Gestion des déchets de chantier**

Le lot n°1 aura à sa charge la mise en place et l'enlèvement de bennes destinées à recevoir les déchets générés par le chantier et ce jusqu'à la réception.

Le coût du traitement des déchets : récolte, dépôt, chargement, évacuation, déchargement, suivi, recyclage et mise en décharge, sera compris dans l'offre du lot n°1.

Afin d'assurer la traçabilité réglementaire des déchets issus du présent marché, la dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets issus du présent marché, qu'ils soient dangereux, polluants organiques persistants ou non dangereux, est assurée via l'utilisation de l'outil numérique gratuit « Trackdéchets » (<https://trackdechets.beta.gouv.fr/>), développé par le Ministère de la Transition Ecologique.

Le titulaire s'assure de la création des bordereaux de suivi par le transporteur dans l'outil numérique précité.

Les entreprises de transport, collecte et traitement des déchets non dangereux, intervenant au profit du Titulaire, sont obligatoirement inscrites sur Trackdéchets.

A l'exception des bordereaux de suivi des déchets d'amiante (BSDA), les bordereaux de suivi des déchets (BSD, tout type confondu) ne peuvent pas être générés par le Titulaire pour le compte de l'Acheteur.

Le Titulaire fournit à son transporteur tous les éléments nécessaires à la création du BSD, afin que ce dernier puisse générer ce document pour le compte de l'Acheteur.

Les informations relatives à l'Acheteur (=producteur) sont les suivantes :

SIRET :13000190200274  
ESID de Lyon / PMO MONTAUBAN  
Caserne Guibert, 13 avenue du 11ème R.I  
82 013 MONTAUBAN Cedex  
[esid-lyon-di-pmo-mtn-bsd.trait.fct@intradef.gouv.fr](mailto:esid-lyon-di-pmo-mtn-bsd.trait.fct@intradef.gouv.fr) / 05 63 22 77 42

Les informations relatives au chantier sont les suivantes :

#### **Saint Laurent de la Salanque (66) – CPIS – Extension d'un chenil existant**

Le BSD est nommé selon le modèle suivant :

« **PMO MTN – OP 460 431- Extension d'un chenil existant** »

L'acheteur transmet au Titulaire les codes et numéros concernés lors de la première réunion après notification du marché.

Le titulaire fait sien de fournir à son transporteur les informations relatives aux déchets (codes, quantités estimées, n° de certificat d'acceptation préalable, etc).

Le titulaire s'assure que son transporteur génère le BSD à minima cinq (5) jours avant l'enlèvement des déchets. Dès création du document, le Titulaire en informe par courriel l'Acheteur (=producteur).

En cas d'impossibilité de création d'un BSD deux (2) jours avant l'enlèvement prévu, le Titulaire s'assure que son transporteur dispose d'un outil informatique (tablette, smartphone) permettant la signature in situ.

En cas de manquement, le titulaire encourt les pénalités prévues au CCAP.

## **4 SYNTHESE**

La synthèse sera à charge du lot n° 1, le lot n°3 devra fournir la synthèse des réseaux sur demande du lot n°1. La période de synthèse se déroulera lors de la phase de préparation.

Pendant les phases préparation et exécution :

- L'ensemble des lots assisteront à toutes les réunions de coordination nécessaires et diffuseront les plans de synthèse,
- Le titulaire ou chaque sous-traitant fournira un fichier de ses réseaux techniques,
- La synthèse assurera la modification et mise à jour des réseaux et plans suivant les contraintes techniques,

Les titulaires appliqueront la charte graphique fournis dans le DCE pour les plans de synthèse du DOE à la réception des travaux.

Les réunions de synthèses auront lieu 1 fois toutes les deux semaines.

## **5 INSTALLATION DE CHANTIER**

### **A. Clôture de chantier (zone vie + zone chantier)**

Le titulaire du lot n°1 devra la fourniture et la pose d'une clôture rigide de 2,00 m de hauteur de type Heras ou équivalent, avec 1 portail d'accès verrouillable avec une chaîne et un cadenas à code et panneautages réglementaires sur toute la zone.

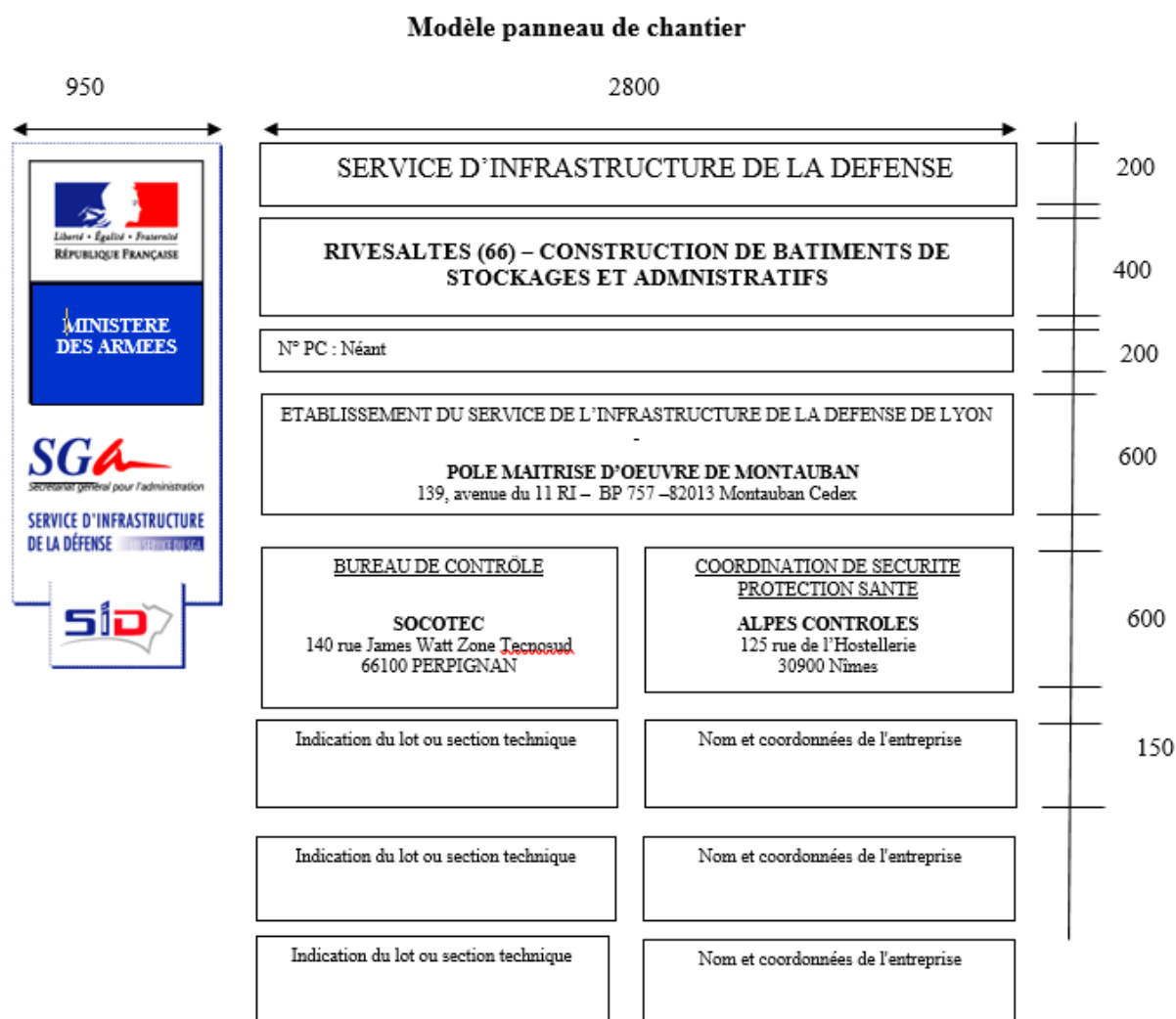
Il aura aussi à sa charge, le démontage et l'enlèvement de cette clôture à la fin des travaux.

La clôture chantier longeant la route doit être opaque et fixe, type piquet et panneaux de bardage occultant, voir plan pour repérage de ladite clôture.

Le lot n°1 est responsable de la remise en place des clôtures de chantier en une demi-journée en cas de dégradation humaine ou naturel (météorologique)

## B. Panneau de chantier

Le titulaire du lot n°1 devra la fourniture et la pose d'un panneau de chantier en contre-plaqué CTBX fixé sur un support poteaux bois scellés dans des plots en béton, avec inscriptions réglementaires, de dimensions 2x3m (modèle fourni pendant la période de préparation). L'emplacement sera défini lors de la première réunion.



## C. Signalisation de chantier

Le titulaire du lot n°1 aura à sa charge :

- La signalisation et les affichages réglementaires concernant la sécurité des personnes travaillant sur le chantier ainsi que de celles circulant sur les voies à proximité du chantier.
- Le balisage depuis l'entrée du site (sens aller et sens retour) à chaque changement de direction et/ou tous les 100m.

## D. Bungalows

### a) Bungalows de chantier

Le titulaire du lot n°1 aura à sa charge l'installation (massif, longrine béton et mise en place), les branchements et les raccordements (eau potable, électricité et eaux usées) des divers locaux suivants à minima :

- 2 blocs sanitaire indépendant (fosse septique) avec WC, douche et lavabos pour homme et un module indépendant pour femme si nécessaire,
- 2 modules vestiaire dont 1 pour femme équipés d'armoire individuel et de banc.
- 1 modules réfectoire pour le personnel équipé de micro-onde et de frigo de 45m2 avec un point d'eau et mettre à disposition une fontaine à eau rechargé régulièrement.
- 2 modules juxtaposé salle de réunion pour 30m<sup>2</sup> décrit ci-dessous.

Il appartient à l'entreprises d'apprécier l'installation de bungalows supplémentaires pour tous le personnel.

Les bungalows seront chauffés, éclairés, alimentés en eau et équipés de prises 220V 16A. L'entretien nécessaire sera à charge du lot n°1.

En fin de chantier, le lot n°1 devra le repliement des bungalows, la démolition (et évacuation) des massifs et longrines, le démontage des canalisations et la remise en état des zones dégradées.

La propreté de ces locaux sera assurée par une entreprise extérieure de nettoyage (1 fois par semaine) pendant toute la durée du chantier et jusqu'au repliement des installations.

**La vérification par un organisme agréé des installations électriques des installations de chantier est à la charge du titulaire.**

#### **b) Bungalows maitre-chien**

Le titulaire du lot n°1 aura à sa charge l'installation (massif, longrine béton et mise en place), les branchements et les raccordements (eau potable, électricité et eaux usées) des divers locaux suivants à minima :

- 1 bloc sanitaire indépendant (fosse septique) avec WC, douche et lavabos,
- 2 modules vestiaire équipés d'armoire individuel et de banc.
- 1 modules réfectoire pour le personnel équipé de micro-onde et de frigo de 30m2 avec un point d'eau et mettre à disposition une fontaine à eau rechargé régulièrement.
- 1 modules juxtaposé de bureaux de 30m<sup>2</sup>
- 1 module vétérinaire disposant d'un point d'eau, d'une cloison grillagée, d'une régulation de température (chaud-froid).

Il appartient à l'entreprises d'apprécier l'installation de bungalows supplémentaires pour tous le personnel.

Les bungalows seront chauffés, éclairés, alimentés en eau et équipés de prises 220V 16A. L'entretien nécessaire sera à charge du lot n°1.

En fin de chantier, le lot n°1 devra le repliement des bungalows, la démolition (et évacuation) des massifs et longrines, le démontage des canalisations et la remise en état des zones dégradées.

#### **c) Installation au profit du maître d'œuvre**

Le lot n°1 aura à sa charge l'installation (massif, longrine béton et mise en place), l'entretien et le repli, les branchements électrique d'une salle de réunion de 30 m<sup>2</sup> équipée de :

- De tables et chaises à hauteur de 15 personnes.
- 1 armoire avec étagères,
- 1 armoires contenant 3 casques de chantier neufs,
- 1 tableau mural blanc + feutres,
- 1 tableau pour affichage des plans ou mise à dispositions des aimants sur mur,
- Les classeurs, tenus à jour par le titulaire, avec le RJC, CCTP, PPSPS de chaque entreprise,
- Un registre de pointage journalier de tous le personnel travaillant sur le chantier,
- Fourniture d'une machine à café à dosette, fourniture des consommables tout au long du chantier.

La salle de réunion fermera à clef. Et un jeu de clef sera remis au maître d'œuvre.

### **E. Alimentation du chantier eau et électricité**

Tous les branchements en EAU POTABLE doivent être réalisés par le lot n°3 depuis l'alimentation principale du bâtiment pour permettre l'alimentation des divers points du chantier. Un compteur d'eau sera mis en place avec relevé contradictoire au démarrage des travaux qui sera effectué par le Maître d'œuvre, le titulaire du lot n°1 ainsi que le responsable technique du quartier.

Tous les branchements en ELECTRICITE y compris installations de chantier doivent être réalisés par le lot n°3 depuis une armoire de distribution provisoire raccordé au réseau interne pour permettre l'alimentation des divers points du chantier. Il sera mis en place un compteur électrique avec relevé contradictoire au démarrage des travaux qui sera effectué par le Maître d'œuvre, le titulaire du lot n°1 ainsi que le responsable technique du quartier.

Les points de desserte des diverses alimentations seront installées en fonction des demandes des autres corps d'état, en ce qui concerne les points de desserte en énergie électrique, il sera prévu des coffrets avec minimum 8 prises mono 220V et 2 prises triphasés 380 V, protégées par canton, un canton représentant une surface de 150m² environ ou un point particulier d'intervention. Les coffrets seront déplacés en fonction de l'avancement du chantier et suivant besoins.

## **F. Eclairage du chantier**

L'éclairage de chantier (voies d'accès, portails, cheminements, installations de chantiers, ...) est à la charge du lot n°1 pour toute la durée du chantier.

Prévoir la fourniture, pose et raccordement des projecteurs et luminaires étanches. Ils seront pilotés par programmeur horaire pour limiter le niveau d'éclairement au strict minimum en inoccupation (éclairage simplement des circulations ou cheminements par exemple). Les niveaux d'éclairement seront les suivants :

- Voies de circulation : 10 lux,
- Aires de dégagements : 20 lux.

## **G. Chauffage**

Dans la mesure où les conditions climatiques ne sont pas adaptées pour la réalisation de travaux comme certaines finitions par exemple (peinture, sols minces, ...), un chauffage provisoire des locaux concernés devra être mis en place par le lot n°1. Les frais d'installation et de démontage sont à la charge du titulaire. La température intérieure du bâtiment devra être supérieure à 5°C (aucune entreprise ne pourra justifier de conditions climatiques inadaptées aux travaux).

# **6 REGLEMENTATION GENERALE APPLICABLE**

## **A. Rappel de la réglementation**

### **a) Réglementation générale**

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment tous les documents suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

- le Code civil ;
- le Code de la construction et de l'habitation ;
- le Code général des collectivités territoriales ;
- le Code des communes ;
- le Code de la santé publique ;
- le Code de l'environnement ;
- le Code de l'urbanisme ;
- le Code rural ;
- le Code du travail ;
- tous les autres codes applicables ;
- le Règlement sanitaire national et/ou départemental ;
- la Réglementation sécurité incendie ;
- les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché ;
- etc

## **b) Exigences fondamentales**

L'entrepreneur devra respecter l'ensemble des exigences réglementaires ou fondamentales qui s'appliquent aux projets de construction, notamment :

- la sécurité incendie ;
- la prévention des risques naturels et technologiques (sismiques, inondations, etc) ;
- la protection contre le bruit ;
- la santé des occupants et la protection de l'environnement (amiante, plomb, radon, etc) ;
- la performance énergétique et la réglementation thermique ;
- l'éco-construction et la qualité environnementale du bâtiment .

L'entrepreneur devra dans tous les cas respecter la réglementation concernant :

- la réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ;
- le comportement au feu des ouvrages en place .

Les étiquetages d'identification des matériaux et matériels devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal d'essai.

Les réactions au feu des matériaux et matériels devront toujours répondre aux exigences de la réglementation de sécurité contre l'incendie selon le type de locaux concernés.

En tout état de cause, il incombe à l'entrepreneur et à son fournisseur d'apporter la preuve du classement au feu des matériaux et matériels concernés.

L'entrepreneur devra remettre le procès-verbal de classement délivré par un laboratoire agréé par le ministère de l'Intérieur. Ce document indique le classement attribué.

## **B. Prescriptions concernant les produits et matériaux (Rappels)**

### **a) Règlement européen Produits de construction - Marquage CE**

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs. Transposées en droit français, leurs exigences deviennent alors applicables dans le cadre de la réalisation de travaux du présent marché.

Le Règlement Produit de Construction (RPC, règlement (UE) n° 305/2011) s'applique à un produit de construction lorsqu'il est mis à disposition sur le marché, ce qui signifie fourni sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale (à titre onéreux ou gratuit).

Les exigences relatives à un produit de construction sont précisées dans des spécifications techniques harmonisées. Ces spécifications techniques harmonisées sont :

- les normes harmonisées ;
- les documents d'évaluation européens .

Le RPC impose que tout produit de construction, lors de sa mise à disposition sur le marché, conforme à une norme harmonisée ou à une Évaluation Technique Européenne dont il a fait l'objet à la demande du fabricant, fasse l'objet de l'établissement d'une déclaration de performances et soit marqué CE. Le fabricant s'engage sur la performance de son produit.

Toutes les caractéristiques essentielles requises pour la démonstration de la satisfaction des exigences fondamentales applicables à l'ouvrage en application des réglementations le concernant seront déclarées et leur niveau ou classe de performance associé sera conforme ou à minima celui de l'exigence réglementaire applicable.

Dans le cas d'un produit de construction pas couvert ou pas totalement couvert par une norme harmonisée, le fabricant peut demander une Évaluation Technique Européenne (ETE). La démarche est alors volontaire ; par contre, une fois l'ETE obtenue, le fabricant devra établir une déclaration de performance et marquer CE ce produit. L'entrepreneur aura le choix entre des produits bénéficiant d'une déclaration de performance et marqués CE et des produits ne relevant pas de cette disposition. Dans tous les cas, il devra choisir un produit ayant des performances adaptées à l'ouvrage qu'il doit réaliser.

Les dérogations à l'établissement d'une déclaration de performances font l'objet de l'article 5 du règlement (UE) n° 305/2011 : « Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, et en l'absence de dispositions nationales ou de l'Union exigeant la déclaration des caractéristiques essentielles là où il est prévu que les produits de construction soient utilisés, un fabricant peut s'abstenir d'établir une déclaration des performances lorsqu'il met sur le marché un produit de construction couvert par une norme harmonisée, lorsque :

- le produit de construction est fabriqué individuellement ou sur mesure selon un procédé autre que la production en série, en réponse à une commande spéciale, et est installé dans un ouvrage de construction unique identifié, par un fabricant qui est responsable de l'incorporation en toute sécurité du produit dans les ouvrages de construction, dans le respect des règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;
- le produit de construction est fabriqué sur le site de construction en vue d'être incorporé dans l'ouvrage de construction respectif conformément aux règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes

chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;

- le produit de construction est fabriqué d'une manière traditionnelle ou adaptée à la sauvegarde des monuments selon un procédé non industriel en vue de rénover correctement des ouvrages de construction officiellement protégés comme faisant partie d'un environnement classé ou en raison de leur valeur architecturale ou historique spécifique, dans le respect des règles nationales applicables » .

En conséquence, la déclaration de performance et le marquage CE ne sont pas requis pour une partie d'ouvrage élémentaire façonnée par l'entrepreneur qui la met en œuvre lui-même sur site.

Les éléments d'information nécessaires à la mise en application du marquage CE en lien avec le RPC sont disponibles sur le site [www.rpcnet.fr](http://www.rpcnet.fr).

## **b) Produits et procédés innovants**

### **i. Appréciation technique d'expérimentation (ATex)**

L'ATex est une procédure rapide d'évaluation technique formulée par un groupe d'experts sur tout produit, procédé ou équipement ne faisant pas encore l'objet d'un Avis Technique, afin de faciliter la prise en compte de l'innovation dans la construction.

### **ii. Évaluation technique européenne (ETE)**

L'évaluation technique européenne (ETE) a été mise en place par le Règlement Produit Construction. L'ETE est délivrée par un organisme d'évaluation technique, à la demande d'un fabricant (s'il s'agit donc d'une approche volontaire), sur la base d'un document d'évaluation européen élaboré en amont. Si ce document d'évaluation européen existe, l'organisme d'évaluation technique l'utilise comme référentiel pour réaliser l'ETE, sinon, il doit en premier lieu rédiger ce document d'évaluation européen et le faire approuver par les autres organismes d'évaluation technique.

Les caractéristiques essentielles évaluées sont convenues entre le fabricant, pour l'usage prévu du produit, et l'organisme d'évaluation technique. L'ETE entraîne l'établissement d'une déclaration de performance par le fabricant et le marquage CE du produit.

### **iii. Evaluation Technique Préalable de Matériau (ETPM)**

Il arrive que l'industrie propose un matériau ou un semi-produit innovant qui n'a pas de destination précise dans le bâtiment, mais qui interviendra comme constituant de divers produits, procédés ou équipements entrant dans le domaine de plusieurs Groupes Spécialisés.

Pour pouvoir formuler les Avis Techniques demandés pour ces produits, procédés ou équipements, les Groupes Spécialisés ont besoin de connaître les propriétés attribuables au matériau ou semi-produit nouveau. Mais ils n'ont pas nécessairement la compétence indispensable pour évaluer ces propriétés (de durabilité, par exemple). D'autre part, le souci de cohérence impose que les divers Groupes Spécialisés aient les mêmes bases de travail. C'est pourquoi, dans un tel cas, il est demandé à un Groupe Spécialisé compétent ou à un Groupe ad hoc de procéder, sur le matériau ou semi-produit nouveau, à une évaluation destinée principalement à constituer la base de travail commune dont auront besoin les Groupes Spécialisés éventuellement concernés ultérieurement. C'est l'ETPM.

### **iv. Certification et classements de produits**

Démarche volontaire, la certification garantit la constance de la fabrication d'un produit par rapport à des caractéristiques et des performances spécifiques voulues ou définies.

Par l'intervention d'un organisme indépendant, impartial et compétent qui vérifie la régularité et l'efficacité des contrôles effectués par le fabricant, la certification de produit apporte à l'utilisateur :

- la constance de fabrication d'un produit et de ses performances ,
- la certitude de l'adaptation d'un produit à une utilisation durable donnée ,
- une réduction de ses contrôles de réception ,
- une traçabilité permettant des recours éventuels plus aisés .

Le classement d'un produit, de ses performances principales, permet de faciliter le choix, fait par le prescripteur, du produit au regard des contraintes ou sollicitations d'usage applicables.

### **v. Prescriptions environnementales**

Les prescriptions environnementales concernent ce marché se veulent responsables au regard de l'environnement et/ou de la société.

Des clauses d'obligation de moyens (utilisation de produits éco certifiés ou répondant à certaines normes sociales, environnementales ou éthiques) ou des clauses d'exclusion peuvent figurer dans le descriptif de chaque lot.

Ce marché est soucieux :

- de la restauration, de la protection des milieux naturels et de l'environnement ;
- de donner du travail à des personnes en situation de handicap ou à des personnes en difficulté sociale. Les critères sociaux sont généralement intégrés dans les chantiers d'insertion ou des chantiers écologiques (type

gestion différenciée) permettant, par exemple, un travail manuel plutôt que mécanique ou rejetant les produits chimiques .

### **C. Prescriptions concernant la mise en œuvre**

L'entrepreneur devra pour la mise en œuvre qu'elle soit courante ou non courante, traditionnelle ou non traditionnelle se référer aux textes techniques de références, notamment :

- les DTU et NF-DTU ;
- les normes ;
- les Eurocodes ;
- les documents généraux d'avis techniques, CPT et avis techniques ;
- les cahiers du CSTB ;
- les guides techniques, guides d'Agrément Technique Européen ;
- les fiches d'application et solutions techniques ;
- les règles et recommandations professionnelles acceptées par la C2P ;
- les recommandations professionnelles RAGE et les guides RAGE/PACTE .

Chaque CCTP dresse un inventaire détaillé des règles à respecter pour l'exécution de l'ouvrage.

### **D. Réglementation concernant la sécurité et la santé des ouvriers**

En matière de santé et de sécurité au travail, le chef d'entreprise a une obligation de résultat. Cela implique qu'il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter la réglementation en vigueur, assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de tous ses salariés, y compris de ses salariés temporaires (intérimaires, stagiaires, CDD).

À ce titre, il doit prendre différentes mesures qui comprennent :

- des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail ;
- des actions d'information et de formation ;
- la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés .

Ces mesures doivent être adaptées en cas de changement de circonstances ou pour améliorer les situations existantes et elles doivent se baser sur les principes généraux de prévention.

Tous les frais liés à la sécurité et la santé pour l'entrepreneur sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés. Dans le cas où l'entrepreneur ferait intervenir une ou des entreprise(s) sous-traitante(s) et/ou un ou des travailleur(s) indépendant(s), amenés à travailler simultanément, la mise en place d'un coordonnateur sécurité est obligatoire. Toutefois, malgré son rôle et les missions de santé et de sécurité qui lui sont confiées, son intervention ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités des autres intervenants (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entreprise(s) sous-traitante(s), travailleur(s) indépendant(s), etc.).

Si un plan de prévention est exigé, il sera rédigé conjointement par le responsable de l'entreprise extérieure et l'entrepreneur. L'arrêté du 19 mars 1993 fixe la liste des travaux dangereux pour lesquels le chef d'entreprise intervenant dans une autre entreprise doit établir un plan de prévention, quel que soit le nombre d'heures travaillées.

L'entrepreneur prendra en charge la rédaction du protocole de sécurité pour les opérations de chargement et de déchargement.

Si nécessaire, et avant intervention, l'entrepreneur doit solliciter le maître d'ouvrage pour demander l'autorisation de travailler par point chaud. En retour, et avant le début des opérations, le permis de feu est transmis à l'entreprise pour accord et signature. L'entrepreneur devra rédiger le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), avant le début des travaux et dans un délai de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître d'ouvrage (huit jours pour les travaux de second œuvre).

L'entrepreneur se chargera d'établir les notices de postes sur la base de l'évaluation des risques du document unique.

L'entrepreneur devra mettre en place les documents pour maîtriser les travaux réalisés en présence d'amiante :

- un mode opératoire pour toute intervention sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante (travaux dits de « sous-section 4 ») ;
- un plan de retrait, de démolition ou d'encapsulage pour les travaux de retrait, de démolition ou d'encapsulage de matériaux amiantés (travaux dits de « sous-section 3 ») .

Textes de référence :

- principes généraux de prévention :
  - o article L. 4121-2 du Code du travail .
- plan de prévention :
  - o articles R. 4512-6 à R. 4512-12 du Code du travail (plan de prévention) ,
  - o article R. 4514-2 du Code du travail (information du CHSCT) ,
  - o article R. 4513-4 du Code du travail (mise à jour du plan de prévention) ,
  - o arrêté du 19 mars 1993 (liste des travaux dangereux) .
- équipements de protection individuelle (EPI) :
  - o articles R. 4311-8 à R. 4311-11 du Code du travail ,

- articles L. 4321-1 à L. 4321-5 et R. 4321-4 à R. 4322-3 du Code du travail (règles générales) ,
- articles R. 4323-91 à R. 4323-106 du Code du travail (conditions d'utilisation, vérifications, formation et information) ,
- arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- affichage obligatoire :
  - articles D. 4711-1, R. 4227-37 et R. 4323-76 du Code du travail .
- coordination SPS :
  - articles R. 4532-1 à R. 4532-98 du Code du travail .
- PPSPS :
  - articles L. 4532-9 et R. 4532-56 à R. 4532-76 du Code du travail .
- apprentis :
  - décret n° 2015-443 et décret n° 2015-444 relatifs aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans ,
  - articles L4153-1 à L4153-9, D4153-1 à R4153-52 du Code du travail (jeunes travailleurs) .
- travail en hauteur :
  - articles R. 4323-58 et suivants du Code du travail (dispositions générales) ,
  - article R. 4534-3 et suivants du Code du travail (dispositions de chantiers) ,
  - article L. 4731-1 du Code du travail (arrêt de chantier) ,
  - décret n° 2015-444 du 17 avril 2015 modifiant les articles D. 4153-30 et D. 4153-31 du Code du travail (relatif à l'affectation des jeunes âgés de moins de dix-huit ans à des travaux temporaires en hauteur) ,
  - Décision d'exécution (UE) 2015/2181 de la Commission du 24 novembre 2015 portant publication, avec restriction, au Journal officiel de l'Union européenne de la référence à la norme EN 795:2012, Équipements de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs d'ancrage, en application du règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil ,
  - Décision déléguée (UE) 2018/771 de la Commission du 25 janvier 2018 relative au système applicable pour l'évaluation et la vérification de la constance des performances des dispositifs d'ancrage utilisés pour les ouvrages de construction et destinés à prévenir ou arrêter les chutes de hauteur de personnes, conformément au règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil ,
  - NF EN 795 (mars 2016) : Équipement de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs d'ancrage (Indice de classement : S71-513) ,
  - NF EN 1496 (février 2017) : Équipement de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs de sauvetage par élévation (Indice de classement : S71-515) .